



MUSULMANS
L'ÉTAT HARCELEUR
HORS CONTRÔLE

Politis

VACCINS ANTI-COVID
LES PAYS RICHES
SE SERVENT EN PREMIER

N°1632-33-34 - DU 17 DÉCEMBRE 2020 AU 6 JANVIER 2021



GOUVERNER SANS CHEF

c'est possible



s'appuie beaucoup sur les réseaux sociaux pour mobiliser et passe par la plateforme Discord pour l'organisation interne. Horizontalité et autogestion sont les piliers de YFC France pour atteindre leur idéal démocratique, et des groupes de travail libres d'accès ont été mis en place pour plusieurs thématiques (mobilisation, plaidoyer, désobéissance civile, gouvernance, communication...). D'autres valeurs ont été spontanément adoptées : la parité, la transparence et l'absence d'adhésion à un parti politique. « On n'a pas peur du mot "politisés", ce serait même contre-productif de le nier. Mais, à YFC, on ne défend ni un parti ni une idée politique, mais une idée qui nous appartient », explique Lucie, membre de YFC Chambéry. Des valeurs écrites dans

« On n'a pas peur du mot "politisés", ce serait même contre-productif de le nier. »

deux textes de référence : d'abord la charte de Lausanne, un socle international élaboré par plus de 400 activistes de 38 pays en août 2019, puis la charte de Grenoble, adoptée à l'échelle nationale quelques mois plus tard par tous les groupes locaux. « Ces discussions nous ont permis d'aller plus loin dans nos objectifs ou stratégies. Nous avons décidé de parler d'inclusivité, c'est-à-dire d'être alliés des luttes féministes, antiracistes, décoloniales, antisépécistes, antivolidistes, etc., car nous considérons que la façon dont l'écologie est gérée est aussi une forme d'oppression, détaille Lucie. Nous avons également parlé d'équité et de diversité des tactiques. »

Car l'autre fierté du mouvement est l'autonomie de ses groupes locaux. Ainsi, les membres de YFC Chambéry se sont opposés à la construction d'un parking en plein centre-ville, en occupant pendant quatre jours le sommet d'une grue pour paralyser le chantier. En février 2020, une action au siège parisien du gestionnaire d'actifs BlackRock a jeté une lumière nouvelle sur le mouvement écologiste : une centaine d'activistes pour le climat, emmenés par le mouvement YFC Paris-Île-de-France, ont investi les bureaux pendant deux heures. « YFC France soutient la base de revendications. Ensuite, le mode d'action ne concerne que les personnes qui y ont participé : chacun décide des risques qu'il veut prendre, selon ses idées et ce qui lui semble juste », explique Lucie. Une autonomie qui permet de renouveler le mode d'action des marches, qui s'essouffent, de trouver des alliances mais qui pose une nouvelle question qui pourrait diviser le mouvement : où placer le curseur de la radicalité ? **≡ Vanina Delmas**

(1) Dans la revue *Projet*, mai 2020.

EUSKAL MONETA Paye ton commun

Le commun, c'est bien beau, mais quand il faut gérer l'équivalent de 2 millions d'euros de monnaie en circulation en mettant autour d'une même table 24 collectivités locales, un millier de professionnels, une cinquantaine de bénévoles, 3 800 utilisateurs et 13 salariés, mieux vaut être bien arrimé à ses principes. C'est le défi qui s'est imposé à Euskal Moneta, l'association qui émet l'eusko, monnaie complémentaire et citoyenne basque lancée fin 2013, laquelle a progressivement atteint une dimension impressionnante. Au fur et à mesure que les usagers convertissent leurs euros en euskos (1), que les petits commerçants et producteurs s'affilient au réseau et que les collectivités amplifient le mouvement, l'instrument militant se voit confronté à des défis importants. Il faut par exemple statuer chaque mois sur l'inclusion de nouveaux commerçants et producteurs, en jugeant de leur conformité à la charte sociale et environnementale de la monnaie complémentaire. Il faut également trancher l'épineuse question juridique du passage au numérique, en 2017.

L'association loi 1901 s'est donc dotée d'un modèle complexe de gouvernance qui doit permettre à chaque membre du réseau de prendre sa part. Au quotidien, c'est l'équipe de 13 salariés qui mène la barque, mais elle doit respecter une feuille de route votée en assemblée générale et se soumettre au contrôle de toutes les parties prenantes. La base de cette pyramide est composée de sept collèges offrant une voix à toutes les composantes du projet (2) – dont un panel d'associations chargées de veiller au respect des valeurs fondatrices. Ce sont ces collègues qui votent les grandes

orientations et élisent des représentants au comité des collèges, équivalent d'un conseil d'administration. Celui-ci examine la mise en œuvre des décisions et élit à son tour les deux têtes de la gouvernance : le comité d'agrément, qui examine les candidatures des professionnels, et le comité de pilotage, qui veille au grain. « C'est ce dernier qui a le pouvoir, il était donc important qu'il soit pluraliste pour la légitimité politique du projet », raconte Dante Edme-Sanjurjo, cofondateur et aujourd'hui directeur général d'Euskal Moneta. Ses 13 membres ont été choisis par cooptation, pour leur engagement ou leurs compétences, et élus par le comité des collèges. « En grandissant, nous n'avons pas assez de compétences pour tout gérer, car nous sommes tous des militants. Nous avons donc voulu nous sécuriser en allant chercher des gens en qui nous avons confiance. Ils ont presque tous accepté. »

Si cela fonctionne, selon le directeur général, c'est grâce aux « interconnexions » que les membres du comité de pilotage ont tissées au sein d'un réseau militant enraciné dans un territoire très intégré, le Pays basque. « Le principe de commun a toujours été très présent ici, et la notion de territoire est archi-fondamentale pour un projet comme le nôtre. On s'aperçoit d'ailleurs que les projets portés par les institutions fonctionnent rarement. La coopération, ça ne se décrète pas, ça se crée petit à petit. » L'enjeu réside aussi dans la définition claire des rôles de chacun et des règles de fonctionnement du commun. « Il ne faut pas empiéter sur les prérogatives d'une instance, sinon elle va se sentir désinvestie », recommande le militant. **≡ E. M.**

(1) 1 eusko = 1 euro, les euskos étant reconvertibles en euros uniquement par les entreprises, moyennant 5 % de commission.

(2) Utilisateurs, entreprises, bénévoles, associations garantes des valeurs fondatrices, bénéficiaires du « 3 % de solidarité », collectivités et salariés.

Lancé fin 2013, l'eusko représente aujourd'hui l'équivalent de 2 millions d'euros en circulation.



GAIZKA IROZAFP